Liliane Hilaire-Pérez & Larissa Zakharova, éds., Les techniques et la globalisation au xx^e siècle (Préface de Patrick Fridenson)

Isabelle Gouarné

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10188>

DOI : 10.4000/monderusse.10188

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 744-748

ISBN : 978-2-7132-2698-4

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Isabelle Gouarné, « Liliane Hilaire-Pérez & Larissa Zakharova, éds., Les techniques et la globalisation au xx^e siècle (Préface de Patrick Fridenson) », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 58/4 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2017, consulté le 06 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10188> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.10188>

Liliane HILAIRE-PÉREZ & Larissa ZAKHAROVA, eds.,

Les techniques et la globalisation au xx^e siècle

Préface de Patrick Fridenson

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2016, 365 p.

On admet couramment que les techniques, en raccourcissant les distances et le temps, en implantant partout les mêmes façons de faire, de travailler ou de produire auraient été un puissant accélérateur de la mondialisation. À rebours de ces images simplificatrices, l'ouvrage dirigé par Liliane Hilaire-Pérez et Larissa Zakharova propose une réflexion sur la globalisation, entendue comme « un mode d'approche des phénomènes historiques », attentif aux modalités de mise en connexion, à la diversité des acteurs impliqués et aux jeux d'échelles. Une vigoureuse introduction présente le parti pris suivi ici. Abordée à partir d'une histoire des techniques contextualisée – qu'il s'agisse des techniques de communication, de mobilité (sur terre ou dans l'espace), des techniques médicales ou encore des techniques industrielles ou agricoles—, la globalisation est saisie dans le temps long du xx^e siècle, afin de penser « les continuités » et « les héritages », et dans un espace-monde

étendu bien au-delà du monde occidental, incluant les interactions avec l'Est soviétisé et les pays du Sud.

Issu d'un colloque tenu en 2012, l'ouvrage rassemble une quinzaine d'études de cas, regroupés en quatre parties thématiques, introduites chacune par un chapitre de mise en perspective. Centrée sur les circulations Est-Ouest, dans le domaine industriel (Sergey Zhuravlev), cinématographique (Valérie Pozner) ou des télécommunications (Larissa Zakharova), la première partie interroge l'articulation entre techniques et politique dans la configuration historique particulière qu'ouvre la révolution d'Octobre 1917, en ajoutant à la concurrence économique et technologique entre États une dimension proprement politique. La deuxième partie est consacrée aux techniques de mobilité (transports terrestres et aériens) : elle examine les réseaux transnationaux sous-jacents à leur production et à leur diffusion, par-delà les clivages politiques et nationaux, que ce soit à l'échelle d'un laboratoire comme celui créé par Gustave Eiffel pour ses recherches en aérodynamique (Claudine Fontanon), à l'échelle des villes avec l'exemple des dynamiques de globalisation qu'a connues le tramway (Arnaud Passalacqua) ou encore à celle des États dans le cas de coopérations intergouvernementales en aéronautique (Mikhail Mukhin, David Burigana). La troisième partie revient sur les rapports entre globalisation et innovation, à partir de quatre études de cas : la création de l'industrie sidérurgique au Japon (Aleksandra Kobiljski), la circulation des savoirs médicaux chinois en France (Lucia Candelise), la transformation des configurations productives du champagne sous l'effet de la globalisation (Romain Demissy), et l'introduction de technologies médicales et pharmaceutiques occidentales au Brésil par des opérations de *reverse engineering* (Maurice Cassier et Marilena Correa). Ce sont, enfin, les « infrastructures globales », telles que les brevets (Gabriel Galvez-Behar), les ONG (François Wassouni) et les systèmes de surveillance promus par les organisations des Nations unies dans le domaine de la santé (Ana Aranzazu) ou dans le domaine environnemental (Soraya Boudia), qui sont au centre de la dernière partie de l'ouvrage.

Livre foisonnant, en raison de la grande variété des cas étudiés, *Les techniques et la globalisation au xx^e siècle* se veut une contribution au débat sur le tournant « global » des sciences sociales. Sans pouvoir rendre compte ici de l'ensemble des chapitres, on insistera davantage sur les lignes de réflexion qui sous-tendent l'ouvrage. Une thèse forte le traverse en effet : la mise en circulation globale des techniques, loin de signifier une « homogénéisation des mondes sociotechniques » (p. 28), ne peut se saisir qu'à partir d'une étude fine des « trajectoires » transnationales des techniques, restituant les adaptations, transformations, appropriations, reterritorisations qu'elles connaissent en se déplaçant.

Cas symptomatique : la méthode du *reverse engineering*, consistant à démonter et à analyser des objets pour les copier, nécessite toujours un travail d'invention permettant de concevoir de nouveaux modèles. L'histoire des techniques en Union soviétique, où cette méthode a été largement utilisée, en fournit maints exemples, notamment ceux déjà bien documentés de l'industrie automobile (voir les remarques d'Yves Cohen dans le chapitre introductif à la troisième partie). L'exemple de la copie de médicaments par des laboratoires brésiliens montre précisément comment

le travail créateur qu'implique cette méthode amène une redéfinition des rapports sociaux locaux et même internationaux, en obligeant à de nouveaux échanges et collaborations. De même, l'espionnage industriel, s'il rend possibles des transferts de techniques, suppose aussi des processus complexes d'adaptation, comme le montre la contribution de Sergey Zhuralev : afin d'assurer la production de tungstène nécessaire au plan d'électrification soviétique des années 1920, des opérations d'espionnage industriel sont effectuées en Allemagne, en mobilisant dans les usines de Berlin des ouvriers communistes ; certains d'entre eux finiront par s'installer en Union soviétique et seront chargés de mettre en œuvre la technologie allemande, adoptant pour cela « une approche créative » afin de l'« adapter aux conditions spécifiques de production en Union soviétique » ; les succès ainsi obtenus permettront à l'Union soviétique d'exporter en Occident du tungstène dans les années 1930.

Rendre compte de ce travail d'invention suppose donc d'ouvrir la « boîte noire » des transferts de techniques et de documenter les différents points de vue engagés dans ces échanges à l'aide de multiples sources archivistiques. Si cette ambition n'est pas toujours aboutie dans les enquêtes présentées dans l'ouvrage (voir les remarques d'Alain Blum sur le traitement inégal des sources), la perspective d'analyse suivie permet d'identifier les différents types d'acteurs et d'institutions relais, de saisir le rôle qu'ils jouent dans le façonnage local des techniques et les contradictions dans lesquelles ils sont pris. La circulation des techniques dans des contextes locaux différents n'est pas, en effet, sans susciter résistances et controverses : elle met de fait en question les fondements idéologiques de la pensée scientifique et technicienne qui s'était inventée au XIX^e siècle sur la base d'une croyance en l'idée de progrès et d'un idéal d'autonomie et d'universalité. Étudiant l'instauration des réseaux téléphoniques en Union soviétique à partir de l'accord de coopération technique signé entre la société suédoise Ericsson et l'État soviétique en 1926, Larissa Zakharova pointe, par exemple, les intérêts divergents entre les deux partenaires. Si le choix d'Ericsson répondait aux besoins soviétiques du moment, focalisés sur la création de grands réseaux téléphoniques urbains, l'installation des centraux suédois, en raison des adaptations qu'elle suppose, a créé une série de tensions entre, d'un côté, les ingénieurs suédois s'efforçant de « modifier l'environnement productif soviétique par le biais de la technique » et, de l'autre, les efforts soviétiques pour « domestiquer » la technique suédoise. Finalement, les centraux téléphoniques suédois seront abandonnés, en raison notamment de la transformation brutale des objectifs de l'État soviétique au début des années 1930 : la priorité n'est plus de faire des villes des « vitrines du socialisme », mais de connecter aux réseaux téléphoniques les institutions de défense et les kolkhozes, de densifier les réseaux téléphoniques soviétiques pour assurer une gestion administrative sur l'ensemble du territoire ; le central téléphonique Ericsson est alors condamné, de même que les ingénieurs qui l'avaient introduit en Union soviétique, accusés d'avoir fait preuve de fidélité technique à la société suédoise au détriment des intérêts soviétiques.

On le voit avec cet exemple et dans la plupart des études de cas présentées dans l'ouvrage : les États jouent un rôle cardinal dans ce double processus de mise en circulation et de « reterritorialisation » des techniques. Les stratégies d'influence

(ou de *soft power*), de modernisation ou de surveillance des populations que les États déploient les incitent à promouvoir l'émergence de réseaux transnationaux, qu'ils redéfinissent ainsi en permanence en fonction de leurs intérêts. L'exemple de l'aéronautique étudié par David Burigana et Mikhail Mukhin en témoigne : les coopérations techniques intergouvernementales, développées dès l'entre-deux-guerres, furent avant tout conçues comme un instrument national de développement industriel et de valorisation dans le cadre des rivalités entre États. Même la construction d'une conscience environnementale globale à partir des années 1970 fut elle aussi sous-tendue par des enjeux géopolitiques : devenu une composante majeure de la diplomatie américaine en réponse à des enjeux internes et externes, l'environnement fut certes à l'origine d'un nouveau régime de relations internationales, mais resta pris dans des enjeux de la Guerre froide, de rivalités Nord-Sud et de lutte pour l'hégémonie politique (voir la contribution de Soraya Boudia).

C'est également à travers les marquages symboliques qu'ils imposent que les États façonnent les circulations transnationales des techniques. On trouve dans l'ouvrage de multiples exemples de ce travail de labellisation en termes nationaux, qui cachent des réalités bien plus complexes. Le cas de la médecine « chinoise » analysé par Lucia Candelise est significatif à cet égard : les savoirs médicaux introduits en France sous le label de « l'acupuncture chinoise » se sont en réalité construits dans un large espace de circulation transnationale, marqué par les rapports coloniaux, où s'entremêlent des lectures japonaises, vietnamiennes et françaises des pratiques et des textes chinois. De même, Valérie Pozner déconstruit la thèse d'une invention *ex-nihilo* du « cinéma sonore soviétique » qui s'est imposée dans les années 1930 quand l'autonomie du pays devint le leitmotiv de la rhétorique de l'État soviétique : elle étudie pour cela les diverses tentatives soviétiques de transfert de la technologie américaine, les obstacles rencontrés (restrictions budgétaires, rivalités internes, réticences politiques vis-à-vis de l'Occident) et les « bricolages successifs » que durent réaliser les ingénieurs soviétiques pour produire un cinéma sonore en important du matériel américain. Une telle démarche permet de repenser les rapports « centre/périphéries » de l'histoire de la modernité au xx^e siècle et d'échapper aux visions réductrices de l'impérialisme occidental, faisant des pays dominés du Sud ou de l'Est des acteurs passifs de ces circulations.

Aussi, en appréhendant, dans leur diversité, les formes de communication (échanges, espionnage, réseaux de coopération) et les modes de circulation (« par le haut », par le biais des organisations étatiques et internationales et « par le bas », parfois sous la forme de la « contrebande »), l'ouvrage invite-t-il à repenser la périodisation de l'histoire mondiale. Les auteurs entendent en effet rompre « la filiation de la globalisation avec le capitalisme et le néolibéralisme » et la réinscrire dans une histoire longue (p. 25), « celle d'une mise en cause permanente des logiques d'ouverture par la reterritorialisation des savoirs et par l'effacement de l'intensité des échanges qui ont prévalu à l'émergence de bien des techniques » (p. 38). Par les réflexions transverses qu'ils tissent entre les différentes études de cas, cet ouvrage collectif offre donc une contribution substantielle à l'histoire globale des techniques : il témoigne en cela des nouvelles perspectives qu'ouvrent

les approches transnationales pour repenser l'encastrement social et politique des techniques et le rationalisme techniciste au xx^e siècle.

Isabelle Gouarné

CURAPP (CNRS/Université Jule Verne de Picardie)